

Convention collective

**IDCC : 9071. – EXPLOITATIONS ET ENTREPRISES
DE TRAVAUX AGRICOLES ET CUMA
(Ardèche)**

(20 décembre 1983)

(Etendue par arrêté du 14 juin 1984,
Journal officiel du 4 juillet 1984)

**AVENANT N° 56 DU 18 MAI 2011
À LA CONVENTION COLLECTIVE**

NOR : *AGRS1297011M*

IDCC : 9071

Entre :

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de l'Ardèche ;

Le syndicat départemental des entreprises du territoire de l'Ardèche,

D'une part, et

L'union interdépartementale FO de l'Ardèche et de la Drôme ;

L'union interdépartementale CFDT de l'Ardèche et de la Drôme ;

L'union interdépartementale CFTC de l'Ardèche et de la Drôme,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Au premier alinéa de l'article 6 « Révision », les termes : « Chef du service régional de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles » sont remplacés par ceux de : « Directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi ».

Article 2

Au premier alinéa de l'article 24 de l'annexe V « Personnel d'encadrement », la référence au « Service départemental du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles » est modifiée par l'intitulé suivant : « Section d'inspection du travail agricole de l'unité territoriale de l'Ardèche ».

Article 3

Le niveau IV « Emploi hautement qualifié » de l'annexe II « Classification unique des emplois » se présente de la manière suivante.

Niveau IV. – Emploi hautement qualifié

ÉCHELON	DÉFINITION	EMPLOIS OUTÂCHES CORRESPONDANTS PAR SECTEUR				
		Pépinières	Arboriculture Viticulture	Entreprises de travaux agricoles	Autres productions	Emplois administratifs
I	Exécution d'opérations très qualifiées à partir d'instructions régulières et générales nécessitant la maîtrise approfondie des matériels et/ou des outils. Pour la bonne réalisation des travaux confiés, le salarié doit avoir une connaissance approfondie des végétaux et/ou des animaux et des produits.	Connaissance approfondie des variétés et conduite de tous types de travaux	Conduite des traitements de la préparation à l'exécution	Entretien et réparation du matériel	Entretien et réparation du matériel	
II	L'exécution des opérations très qualifiées est faite en toute autonomie par le salarié qui maîtrise les process et procédures des travaux confiés. Le salarié a l'expérience nécessaire pour apprécier la qualité des résultats attendus. Il participe à la surveillance régulière du travail des autres salariés de l'exploitation. Il veille à la bonne application des consignes de sécurité et au port des équipements individuels de protection fournis. Il peut être conduit à faire des suggestions et des propositions au chef d'entreprise ou au supérieur hiérarchique pour l'amélioration de l'organisation du travail des salariés qu'il surveille.	Conduite de travaux depuis la multiplication jusqu'à la préparation	Caviste			

Article 4

L'annexe II « Classification unique des emplois » est complétée par la classification des emplois de techniciens et d'agents de maîtrise. Elle s'établit de la manière suivante :

« Classification des emplois de techniciens et agents de maîtrise (TAM)

Niveau I. – Echelon 1 : technicien

A ce niveau, le technicien assure l'organisation et l'exécution des tâches et missions qui lui sont confiées et dont il maîtrise tous les aspects techniques et d'analyses, à partir de directives et en fonction des résultats attendus.

Il est capable de réaliser une utilisation optimale des moyens mis à sa disposition.

En outre, il participe à des missions complémentaires directement liées à son activité sous la responsabilité d'un supérieur hiérarchique, telles que relation avec des fournisseurs ou clients, enregistrements et traitement de données sur informatique...

Niveau I. – Echelon 2 : agent de maîtrise

Outre les travaux et tâches professionnelles auxquels il participe ou qu'il assure compte tenu de ses compétences techniques et de son expérience, le salarié organise et répartit les travaux des salariés qu'il encadre.

Il relaie les instructions émanant de la direction et veille à faire remonter les problèmes et incompréhensions éventuelles comme à informer des éléments positifs constatés.

Il doit faire respecter les consignes de sécurité données et veiller s'il y a lieu au port des équipements de protection individuelle.

Niveau I. – Echelon 2 : technicien

A cet échelon, le technicien a une expérience professionnelle qui lui permet une complète autonomie et d'anticiper certaines réactions ou résultats. Il maîtrise tous les aspects des travaux et missions qui lui sont confiés.

Niveau II. – Technicien

Le salarié agit en suivant les instructions établies périodiquement par l'employeur à partir des orientations définies pour l'exploitation et sur lesquelles il est consulté.

Ses compétences techniques et son expérience lui permettent de décider du moment adéquat pour la réalisation des travaux qu'il effectue avec une obligation d'optimisation des moyens dont il dispose.

Il procède à la mise à jour des informations nécessaires à la gestion des travaux et missions qui lui sont confiés. Il participe aux réapprovisionnements de l'exploitation.

Il peut avoir des contacts réguliers avec des partenaires extérieurs de l'entreprise du fait de ses compétences et capacités techniques dans l'intérêt de l'exploitation comme pour assurer le maintien ou développement de ses capacités.

Niveau II. – Agent de maîtrise

Outre les travaux et missions d'encadrement effectués par l'agent de maîtrise au niveau précédent, à ce niveau, l'agent de maîtrise procède aux modifications ponctuelles nécessaires dans l'équipe ou les équipes qu'il encadre afin d'assurer la poursuite des travaux aux exigences et dans les délais fixés.

Il porte une appréciation sur la qualité du travail des salariés qu'il encadre et la communique à la direction. Il donne des indications sur les évolutions, orientations, besoins de formation professionnelle possibles des salariés qu'il encadre. »

Article 5

La date d'effet du présent avenant est fixée au premier jour du mois civil suivant la parution de l'arrêté d'extension au *Journal officiel*.

Article 6

Cet avenant sera remis à chacune des organisations signataires et déposé en trois exemplaires (deux sur support papier signés des parties, l'autre sur support électronique) par la partie la plus diligente à la section d'inspection du travail agricole, 3^e section, DIRECCTE, unité territoriale de l'Ardèche, 15, avenue Clément-Faugier, BP 734, 07007 Privas Cedex.

Fait à Privas, le 18 mai 2011.

(Suivent les signatures.)